

Mot d'ouverture de la FNEEQ

Au nom de l'exécutif, je voudrais d'abord souhaiter à toutes et à tous les délégué-es un excellent conseil fédéral, exprimer une bienvenue particulière à celles et à ceux qui vont y assister pour la première fois et les inviter à participer activement aux débats. Nous avons un menu copieux devant nous, à l'image de la vitalité et de l'engagement de notre fédération.

En relisant les mots d'ouverture et les procès verbaux de nos derniers congrès et conseils fédéraux, on peut constater à quel point notre fédération a été préoccupée par la crise économique qui a frappé la planète : crise annoncée déjà en juin 2008, constatée à l'automne de la même année, et sortie de crise, comme thème du congrès de 2009. En juin dernier, nous avons déploré le peu de changements structurels apportés au monde de la finance et au rôle des États à la suite de la crise. Force est de constater aujourd'hui que le bilan est encore pire : non seulement les changements voulus ne sont-ils pas survenus, mais encore la crise est-elle devenue, a posteriori, une justification du renforcement de ses causes mêmes. Le moins d'État a généré la crise... et c'est de la crise dont on se sert pour justifier encore moins d'État ! En effet, c'est en bonne partie à cause de la faiblesse du rôle régulateur de l'État vis-à-vis la sphère économique que les conditions de crise ont pu se développer. Or, on nous dit aujourd'hui que, la crise ayant laissé les finances publiques dans un état lamentable, il faut des mesures d'austérité sans précédents, dans plusieurs pays, pour les remettre à flot. Ces mesures bradent l'universalité de services publics déjà parfois minimaux et se traduisent par une défection encore plus grande des gouvernements face à leur rôle social.

Un rapide survol donne à cet égard un portrait assez sombre de la situation politique. Partout, on coupe dans les dépenses à caractère social : l'éducation, la santé, les filets de protection sociale. L'Irlande, un pays que les économistes de droite nous citaient en exemple il n'y a pas si longtemps, est prise à la gorge. L'Angleterre a imposé un plan d'austérité qui fait presque regretter l'ère de Margaret Thatcher, triplant entre autres, les droits de scolarité. La Grèce vit depuis plusieurs mois au bord de la crise sociale. Plus près de nous, aux États-Unis, le raz de marée démocrate des élections de mi-mandat a vite fait oublier les timides réformes que Barak Obama avait réussi à mettre en place, et ce dernier vient d'annoncer que les cadeaux d'impôts faits aux riches sous Georges Bush allaient être maintenus.

Au Canada, Stephen Harper pourrait penser obtenir la majorité à des élections qui s'annoncent pour le printemps et ce, malgré ses déconfitures répétées en matière de politique étrangère, son absence de leadership dans des dossiers cruciaux comme celui de l'environnement et son mépris systématique de la transparence démocratique : jamais, dans l'histoire du Canada, un parti politique au pouvoir n'a fait preuve d'autant d'opacité dans sa gouverne de l'État.

Il est difficile de passer sous silence le fait que, non contente de se réclamer de la sortie de crise pour imposer l'hégémonie économique qu'elle souhaite, la droite affiche ses couleurs avec de moins en moins de réserve, quitte à verser dans le populisme pour faire avancer ses idées. Les exemples ne manquent pas sur la scène internationale : qu'on pense à la montée bruyante du *Tea Party* aux États-Unis, où Barak Obama rapportait que les Républicains ne se cachent pas

pour affirmer que les allègements fiscaux consentis aux riches constituent leur Saint-Graal ! Qu'on pense aux frasques provocantes du gouvernement italien de Berlusconi, ou encore à cette intervention du ministre de l'Éducation britannique qui a supplié publiquement les médias de taire les révoltes étudiantes pour ne pas donner à leur cause une publicité indirecte!

C'est dans ce contexte mondial, où la droite est omniprésente et impose ses diktats économiques, tant par la Banque mondiale que par le Fonds monétaire international, qu'il nous apparaît important de participer à des mouvements continentaux ou internationaux de mobilisation des forces de gauche. Que ce soit par le COCAL, par la Trinationale, par l'Internationale de l'Éducation ou par notre participation aux forums sociaux, partout nous devons défendre l'idée qu'un autre monde est possible.

Au plan national, on peut citer l'impudeur avec laquelle Stephen Harper a retiré des subventions aux organismes qui ne s'inscrivent pas suffisamment à son gré dans les orientations du gouvernement, particulièrement des groupes de femmes, ou encore l'arrogance d'un Pierre-Karl Péladeau dans le conflit du Journal de Montréal de même que l'inaction du gouvernement Charest sous le déluge de critiques qui affligent son gouvernement. Tous ces exemples le montrent : la droite s'embarrasse de moins en moins de scrupules. Elle est au pouvoir et elle compte y rester, avec l'appui des puissants moyens financiers qui la soutiennent et avec de moins en moins de retenue quant aux travers de sa

gouvernance, que ce soit ou non dans l'intérêt des gens qu'elle est censée gouverner.

L'économiste et prix Nobel américain Paul Kruger posait d'ailleurs crûment, dans un récent ouvrage, la question que cela soulève : pourquoi une majorité de gens votent-ils pour des partis qui, tout bien considéré, ne travaillent que pour une fraction de plus en plus restreinte de la population ?

Ce mystère n'est pas facile à résoudre, mais une partie de la réponse réside certainement dans la propagande menée par les « *think tanks* » de tout acabit et par le fait qu'une bonne partie des médias soit contrôlée par les forces de droite. Dans certains journaux et chaînes de radio et télévision américaines, notamment FOX News, il ne faut pas parler seulement d'une absence totale de sens critique face à l'actualité, on est obligés d'évoquer l'orchestration de véritables campagnes de lavage de cerveau. Nous ne sommes d'ailleurs pas à l'abri de ce phénomène : qu'il suffise de penser aux radios poubelles de Québec ou aux intentions affichées de Pierre-Karl Péladeau qui vient d'obtenir le permis convoité pour une nouvelle chaîne de télévision qui promet d'être plus que partisane.

Nous vivons dans un monde où les médias occupent beaucoup d'espace, et il faut admettre que l'essentiel des forces médiatiques relève de l'entreprise privée. Qu'on fasse dans ces médias, avec plus ou moins de transparence, la promotion d'idées qui servent ces entreprises, cela est aisé à comprendre. Combien d'André Pratte, d'Alain Dubuc et de lettres ouvertes reprenant les idées défendues par *La Presse*, pour un Foglia ou une Michèle Ouimet, dont les

articles permettent de maintenir un semblant de pluralité dans ce quotidien ? Combien d'annonceurs pour *Le Devoir* par rapport à ceux du *Journal de Montréal* et ce, malgré le lockout ?

Stations de radios, chaînes télévisées et quotidiens tirent leurs revenus des annonceurs. Ces derniers, et les propriétaires des médias, ont certainement peu de propension à défendre autre chose que le libre marché. N'y a-t-il pas dans ces conditions un véritable déficit démocratique dans l'espace médiatique ?

Il ne s'agit pas de défendre la théorie du complot, mais de constater une proximité manifeste entre les gouvernements et la sphère économique. On peut se demander où réside le pouvoir réel, un pouvoir qui reste démocratique dans la forme, mais dont l'exercice est fortement influencé par cette même sphère économique ?

Que nous le voulions ou non, nous travaillons dans cet environnement et nous allons continuer à le faire. L'action progressiste en est rendue plus difficile : il est clair que nombre d'idées, relayées inlassablement par les médias dans le discours public, ont par exemple percolé dans la population, en particulier cette impression d'une sorte de fatalité économique contre laquelle il est vain de se battre. Cette vision imposée des choses a la dangereuse conséquence de priver la population, non pas du droit de choisir, mais de la conscience que des choix politiques différents restent possibles.

Prenons l'exemple des droits de scolarité, un sujet sur lequel nous ferons le point au cours de ce conseil. À combien de Québécoises et de Québécois, à combien de nos propres membres a-t-on réussi à vendre l'idée qu'une hausse importante était inévitable? Combien de citoyennes et de citoyens a-t-on réussi à convaincre qu'il ne s'agissait pas là d'un choix de société, mais de l'inéluctable aboutissement de l'évolution du « marché universitaire » – un terme entendu, sans vergogne, de la bouche d'un intervenant à la rencontre organisée par la ministre Beauchamp ?

Ce dossier constitue un bon exemple de la hauteur des défis que nous avons à relever, mais aussi de ce que donne la mobilisation. La charge du quotidien La Presse contre les tenants de la gratuité scolaire, au lendemain des rencontres de la ministre Beauchamp, n'était pas fortuite : c'était une réplique à notre victoire de la veille, où nous avons réussi à discréditer le Forum et à faire la nouvelle.

Nous avons fort à faire. Mais il n'y a pas que des mauvaises nouvelles, loin de là. Il faut beaucoup d'efforts, de sensibilisation et de mobilisation, mais le travail syndical sur le deuxième front donne des résultats. Qu'on pense par exemple au retrait du ticket modérateur dans la santé !

La FNEEQ a activement participé à une bataille importante contre les projets de loi de madame Courchesne sur la gouvernance des universités et des cégeps. Nous avons écrit des textes, travaillé à convaincre d'autres organisations, sensibilisé la CSN, fait des représentations au cabinet de la ministre, dénoncé en Commission parlementaire ces projets de lois : nous avons appris, la semaine dernière, qu'ils avaient été mis sur les tablettes – pour longtemps – espérons-le !

Mot d'ouverture de la FNEEQ

Sur la question des finances publiques, nous croyons que les forces progressistes peuvent faire beaucoup. Nos efforts au sein de la Coalition contre la hausse des tarifs et la privatisation des services publics ont servi à ce que celle-ci prépare le terrain. La CSN a initié une Alliance sociale qui entend faire parler d'elle au cours des premiers mois de 2011 et, comme nous pourrions le confirmer lors de nos discussions ce matin même, une grande manifestation sera organisée à la fin de l'hiver, conjointement par l'Alliance et par la Coalition, pour réclamer des mesures plus progressistes dans le budget du Québec.

Que les traditionnelles difficultés de coordination des forces de la gauche aient été évitées constitue pour nous une excellente nouvelle et nous fondons beaucoup d'espoir sur les actions qui seront déployées sur ce front au cours des prochains mois. Le mouvement syndical et populaire nous apparaît beaucoup plus fort qu'il peut y paraître et il faut participer activement à la mise en œuvre de ce puissant levier de changement. La droite mérite un bon direct de la gauche !

La question de la cohésion intersyndicale sera d'ailleurs l'un des thèmes forts du prochain congrès de la CSN, sur lequel nous aurons l'occasion d'échanger demain.

Soit, le Québec évolue dans un contexte nord-américain bien peu propice au développement de politiques sociales conséquentes. Mais, nous sommes persuadés que le peuple québécois reste profondément attaché à des valeurs

d'équité sociale, qu'il faut travailler activement à remettre au devant de la scène et à présenter comme des possibles.

Il faut le répéter : nos luttes avancent, même si les résultats ne sont pas toujours à la hauteur de nos espérances. Le regroupement cégep a été cueilli à froid, au début de la session, par le règlement intervenu dans le secteur public, entente que la majorité a adopté sans toutefois crier victoire. Au cours de cette négociation, les enseignantes et les enseignants de cégep sont apparus parmi les plus mobilisés du Front commun et, dans les circonstances, le contour des ententes finales ne pouvait que soulever beaucoup de débats. Mais, si les gains à la table centrale ont été minimaux, nous avons réussi au sectoriel à faire reconnaître l'alourdissement de la tâche ainsi que l'engagement formel de la partie patronale à régler un certain nombre de problèmes importants. En ce sens, la négociation se poursuivra dans les prochains mois sur des problématiques complexes (certaines faisant l'objet de demandes syndicales depuis plusieurs rondes de négociation), qu'il est souvent difficile de résoudre dans le cadre du processus de négociation du secteur public et parapublic.

De leur côté, les chargé-es de cours entament à peine une nouvelle ronde de négociation; il faut saluer ici les avancées réalisées au cours des dernières années, particulièrement sur la visibilité et la crédibilité de ce groupe d'enseignantes et d'enseignants universitaires, mais aussi, bien sûr, concernant les conditions de travail. Ces résultats devraient aider la fédération à réussir l'entreprise d'organiser et d'accueillir les chargé-es de cours de l'Université McGill, un résultat qui pourrait marquer un tournant dans le monde syndical

Mot d'ouverture de la FNEEQ

universitaire et, si on est un peu optimiste, générer d'autres ralliements à la FNEEQ parmi ce corps d'emploi.

La FNEEQ est aussi devenue un pôle d'attraction important chez les syndicats de l'enseignement privé. Nous avons accueilli cette session le **Syndicat du personnel enseignant de Queens of Angels Academy**, le **Syndicat du personnel du Collège Mont St-Louis** et le **Syndicat du personnel enseignant du Campus Notre-Dame-de-Foy**. Le dynamisme de ce regroupement, qui a amorcé un remarquable travail de coordination de ses négociations, y est pour beaucoup.

La vie fédérale, de son côté, a également été très bien remplie au cours de la session qui s'achève. La participation d'une importante délégation de la FNEEQ au *Forum mondial éducation*, en Palestine, a certainement constitué un évènement marquant de l'automne. Celles et ceux qui ont vécu cette expérience intense en sont revenus transformés et nous feront part, au cours du conseil, de l'ensemble de cette aventure, que nous fêterons demain lors d'un 5 à 7 auquel vous êtes toutes et tous chaleureusement invités.

Nos autres comités ont été aussi actifs durant l'automne. Outre ses chroniques habituelles, le comité école et société a lancé l'enquête qu'il avait reçu mandat de mener sur la présence du privé dans nos établissements d'enseignement ; nous profitons de l'occasion pour remercier chaleureusement les nombreux syndicats qui y ont répondu. Le comité a également mis sur pied un évènement

particulier, dans le cadre de la *Semaine pour l'éducation publique* organisée par la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), dans le but de sensibiliser cette organisation à nos positions sur l'école privée. Ce débat public, qui a réuni une cinquantaine de personnes, a été très riche et une rencontre postérieure avec le président de la FAE a confirmé que cette fédération fera le point en conséquence, lors de sa prochaine instance. Il s'agit d'un chantier à poursuivre, mais nous croyons que les premiers pas sont faits et qu'ils sont prometteurs. Finalement, le comité a également mis en chantier le dossier sur la réussite scolaire, sur lequel nous aurons un premier échange cet après-midi.

De son côté, le comité femmes a entrepris une tournée de certains syndicats, pour nourrir sa réflexion sur les obstacles au militantisme des femmes, avec comme objectif d'outiller éventuellement les syndicats et la fédération pour apporter aux militantes le support nécessaire à leur implication syndicale.

Le comité santé, sécurité au travail et environnement a préparé une session de formation traitant de l'inspection des lieux de travail. En adaptant à notre milieu les règlements sur la santé et la sécurité au travail, les membres du comité désiraient appuyer les militantes et militants au sein des comités locaux en santé et sécurité au travail. De plus, le comité prépare une politique d'achat responsable cherchant à intégrer dans les pratiques de la FNEEQ des préoccupations en matière de respect de l'environnement et de développement durable.

Le comité précarité, relève et vie syndicales achève quant à lui la préparation d'un guide, propre à la fédération, qui alimentera les réflexions sur la vie

Mot d'ouverture de la FNEEQ

syndicale. Ce document dresse un portrait de l'ensemble des tâches dévolues à un exécutif ; il devrait soutenir le travail des nouveaux membres d'un comité exécutif. Le comité prépare aussi une formation approfondissant les valeurs, le rôle et les objectifs de l'action syndicale, afin de mieux faire connaître le mouvement syndical auprès des nos membres.

Nous terminons cette brève revue de l'automne en soulignant le travail du CFARR, qui a mené une consultation des syndicats sur la mise à jour de notre police d'assurance-maladie, sondé les actuels et futurs retraité-es sur l'avenir de la police d'assurance collective offerte à la retraite, tout en gérant la venue de nouveaux syndicats à la RSA.

Délégué-es, nous avons devant nous, pour le début de l'année 2011, de formidables défis syndicaux à relever. L'exécutif de la FNEEQ fera tout en son pouvoir pour épauler les efforts des exécutifs locaux, qui constituent les forces vives de cette fédération et qui sont, pour l'essentiel, les moteurs des victoires que peut remporter le mouvement syndical.

Déléguées, délégués, bon conseil,
vive la CSN,
vive le Conseil central du Montréal métropolitain
et vive la FNEEQ.

Mot d'ouverture de la FNEEQ
